



# Réunion publique Soirée-débat

Mercredi 10 décembre 2014  
Salle François Mitterrand - IFS



Gauche

*Citoyenne - IFS*

Quelles solutions au besoin de **tranquillité publique** ?

La **vidéosurveillance**, bientôt sur IFS :  
est-ce le bon outil pour constater les délits, les  
prévenir ?

## Pourquoi ce débat ?

C'est la raison d'être de la **Gauche Citoyenne**, de provoquer la réflexion sur les sujets en cours.

La **vidéosurveillance**, en est un:



projet imminent de la municipalité en place.

"Quels termes nous suggèrent la vidéosurveillance ?"

Surveillance ?

Délinquance ?

Sécurité publique ?

Voisins vigilants ?

Zones de danger ?

Voisins solidaires ?

Sentiment d'insécurité ?

Protection ?

Incivilités ?

"Quelles questions cela pose ?"

Localisation ?

Compétence ? (Etat ? Villes ?)

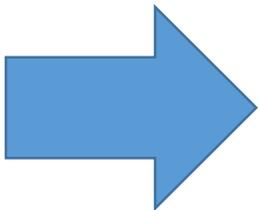
Coûts ?

Formation des vidéastes ?

Réalité / appréciation ?

Efficacité ?

... ?



Suppose de s'appuyer sur des données objectives

## De quelles données dispose-t-on sur la commune ?

- Diagnostic Local de la Sécurité à Ifs – Octobre 2011
- + données chiffrées globales DDSP, **parvenues ce jour**
- Actions engagées
- Les dispositifs de vidéosurveillance déjà existants

Les principaux éléments de conclusion du  
**diagnostic local de la sécurité à Ifs**  
établis par



Octobre 2011

# Diagnostic Local de la Sécurité à Ifs

= situation en matière de sécurité (« chiffres et sentiment »)

## Méthode:

- Recueil et analyse des données chiffrées relatives à la délinquance sur une période de 3 ans établies par chaque acteur.
- Étude documentaire.
- Enquête auprès des acteurs locaux de proximité.
- Réunion de consultation avec les habitants.
- Série d'entretiens.

## Caractéristiques du territoire d'Ifs:

- Ville jeune au développement récent, intégrée au rayonnement de l'agglomération caennaise.
- Ville périurbaine avec une qualité de vie recherchée.
- Ville traversée par de multiples flux.

# La connaissance statistique des faits de délinquance

DDSP – Police Nationale



- Commune située en zone police.
- Faits constatés relativement marginaux au regard des chiffres au niveau de la CSP de Caen : 4% de la délinquance de la CSP de Caen.
- Augmentation de la délinquance sur la période 2008-2010 : +7%.

CSP = Circonscription de Sécurité Publique

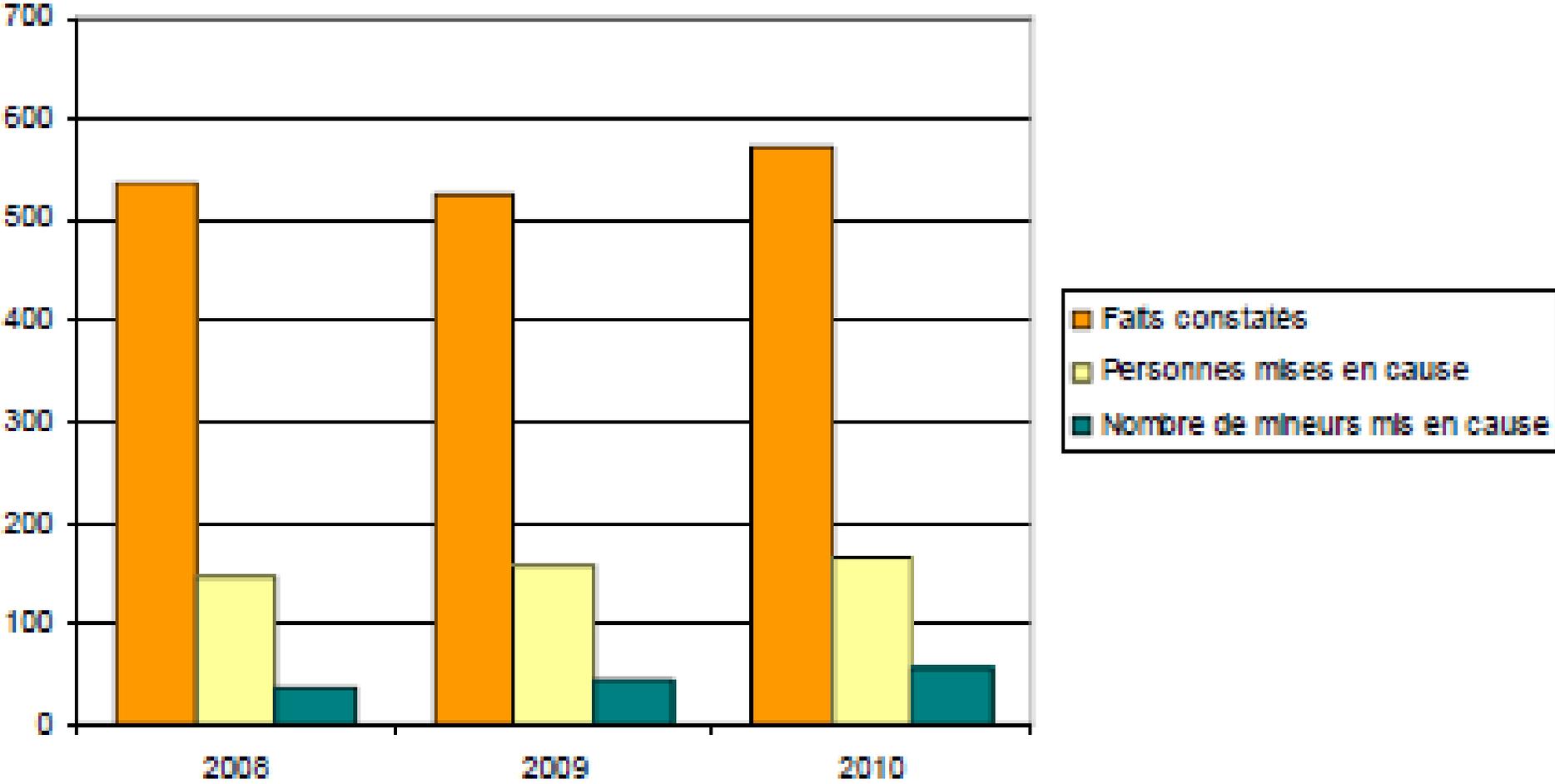
# La connaissance statistique des faits de délinquance

DDSP – Police Nationale



- Faits les plus fréquemment constatés :
  - atteintes aux biens  
augmentation / vols et cambriolages
  - atteintes volontaires à l'intégrité physique  
augmentation / violences physiques
  - infractions relevées par l'activité des services  
stable / stupéfiants
- Augmentation du nombre de mineurs mis en cause.

### Evolution de la délinquance à Ifs 2008 - 2010



## Extrait du rapport:

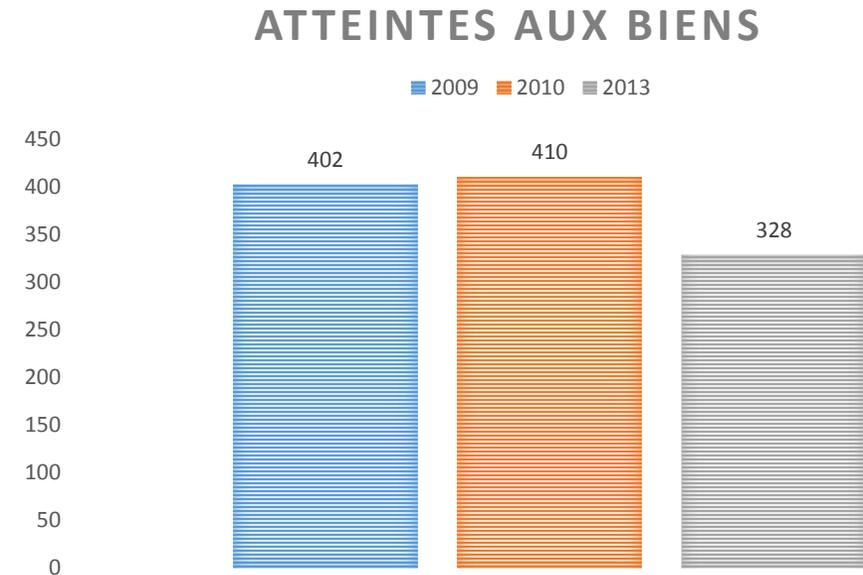
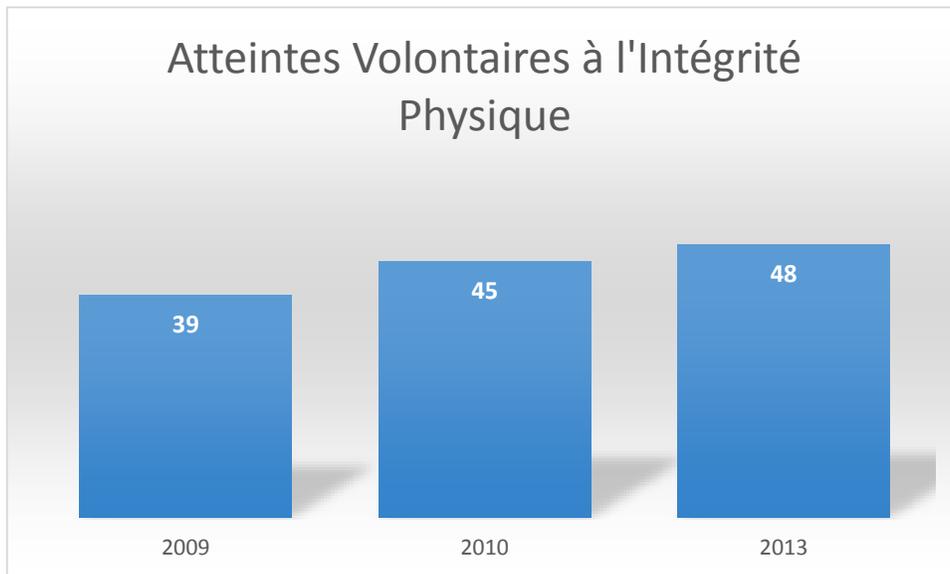


La délinquance à Ifs est en augmentation sur la période 2008-2010 (+7%). Il convient toutefois de noter qu'elle correspond seulement à moins de 4% de la délinquance sur l'ensemble de la circonscription de sécurité publique de Caen et que le nombre de faits demeure peu élevé au regard de la population totale.

Les atteintes aux biens constituent la première catégorie de faits la plus constatée sur laquelle il est important de concentrer l'intervention locale.

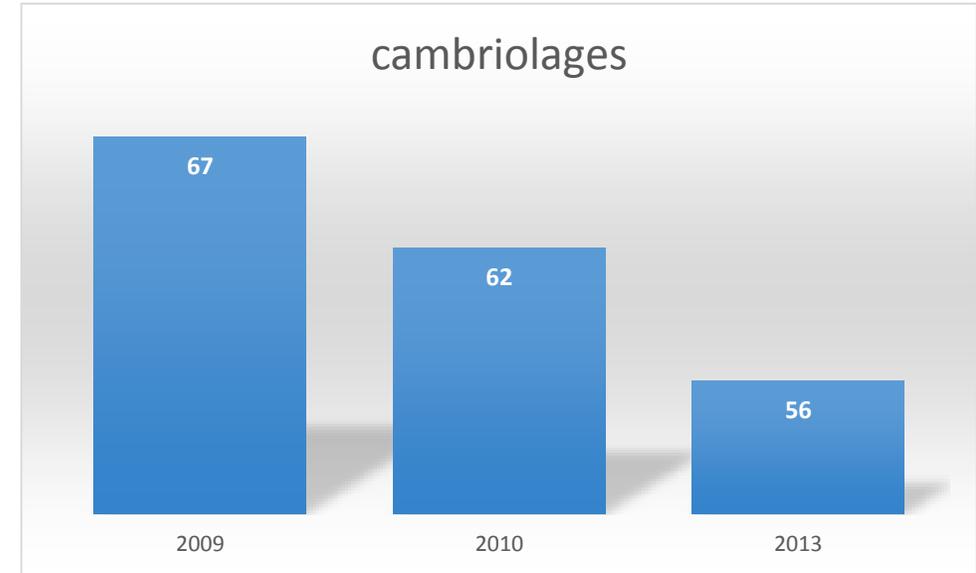
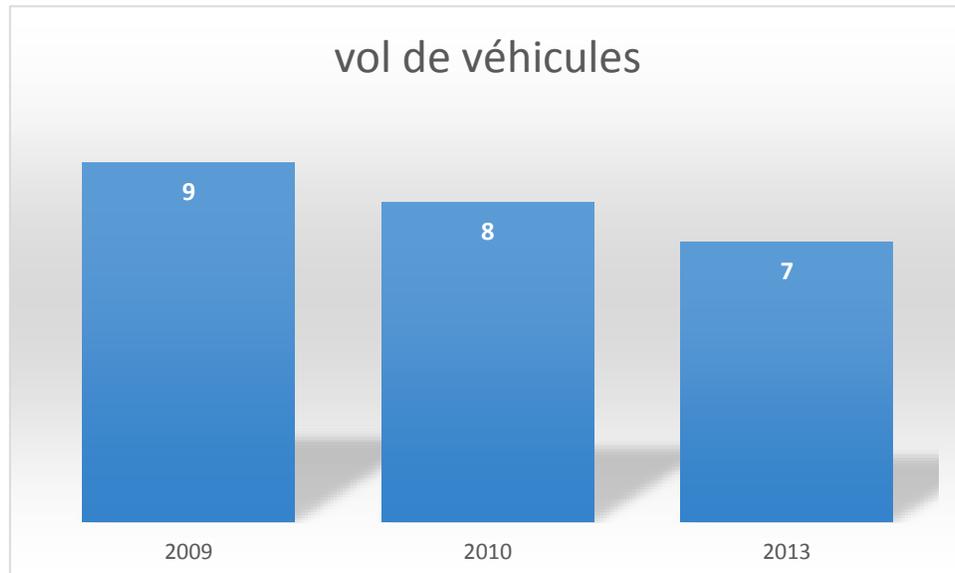
Le nombre de mineurs mis en cause est en nette augmentation.

# Quelques données statistiques « actualisées »



Source: DDSP14 - relevés de faits constatés – 2009-2010-2013

# Quelques données statistiques « actualisées »



Source: DDSF14 - relevés de faits constatés – 2009-2010-2013

# La connaissance statistique des faits de délinquance

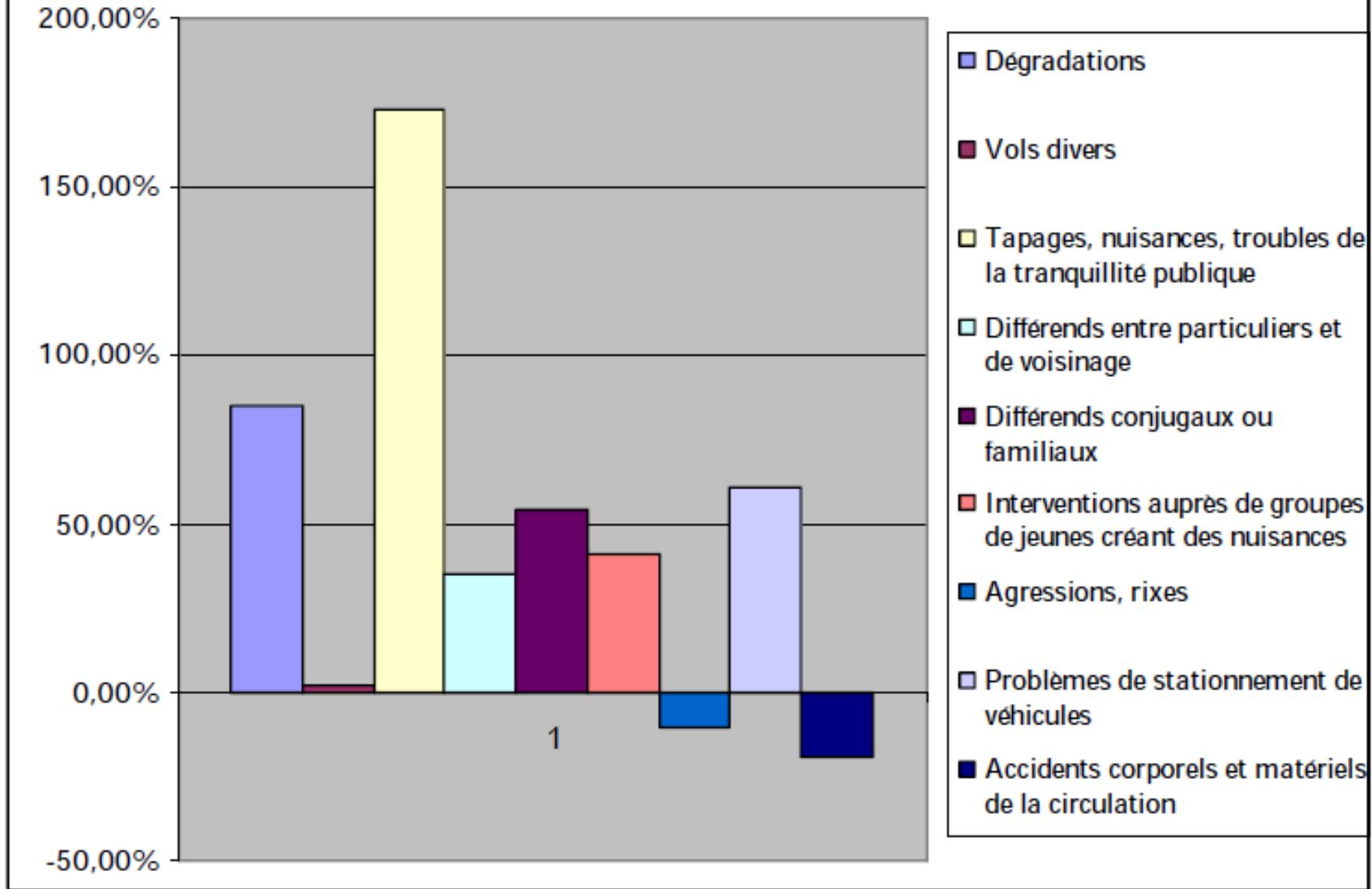
## Police Municipale



- Agents tournés vers des interventions de proximité.
- Interpellation de la police municipale de manière croissante.
- Augmentation des faits de petite délinquance : dégradations, tapages et nuisances, rassemblements de jeunes, problèmes de stationnement.

➡ Résolution des problèmes de sécurité du quotidien.

### Evolution des principaux faits signalés sur la période 2007-2010



## Extrait du rapport:

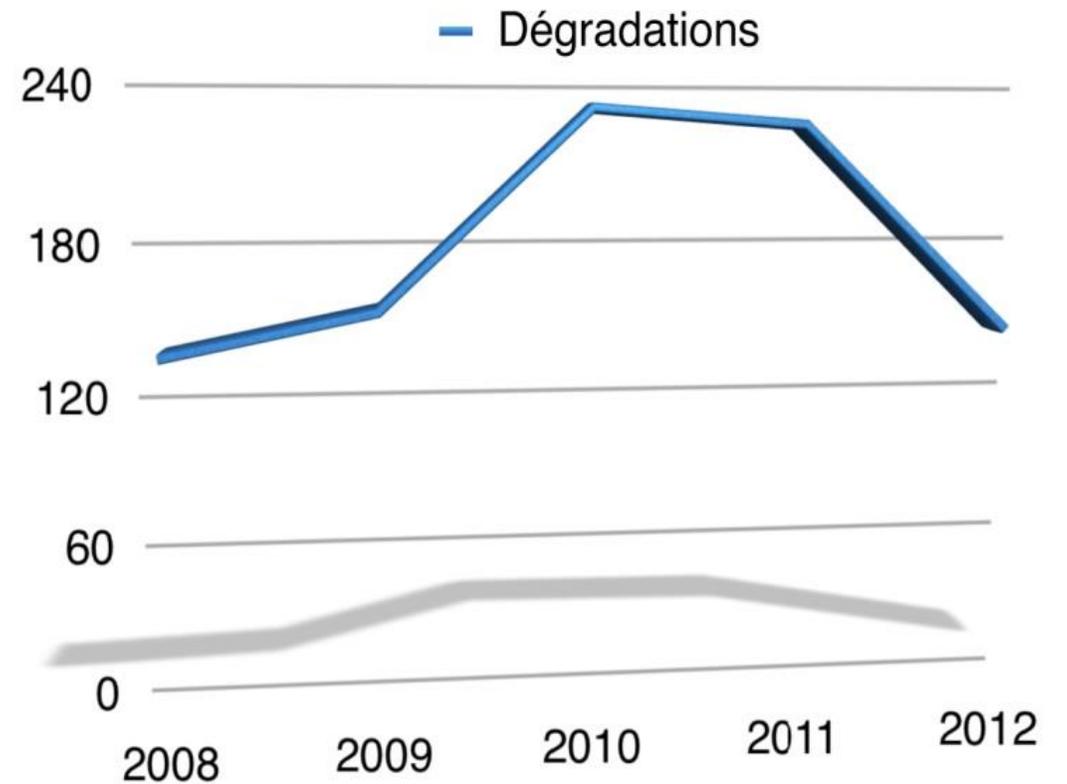
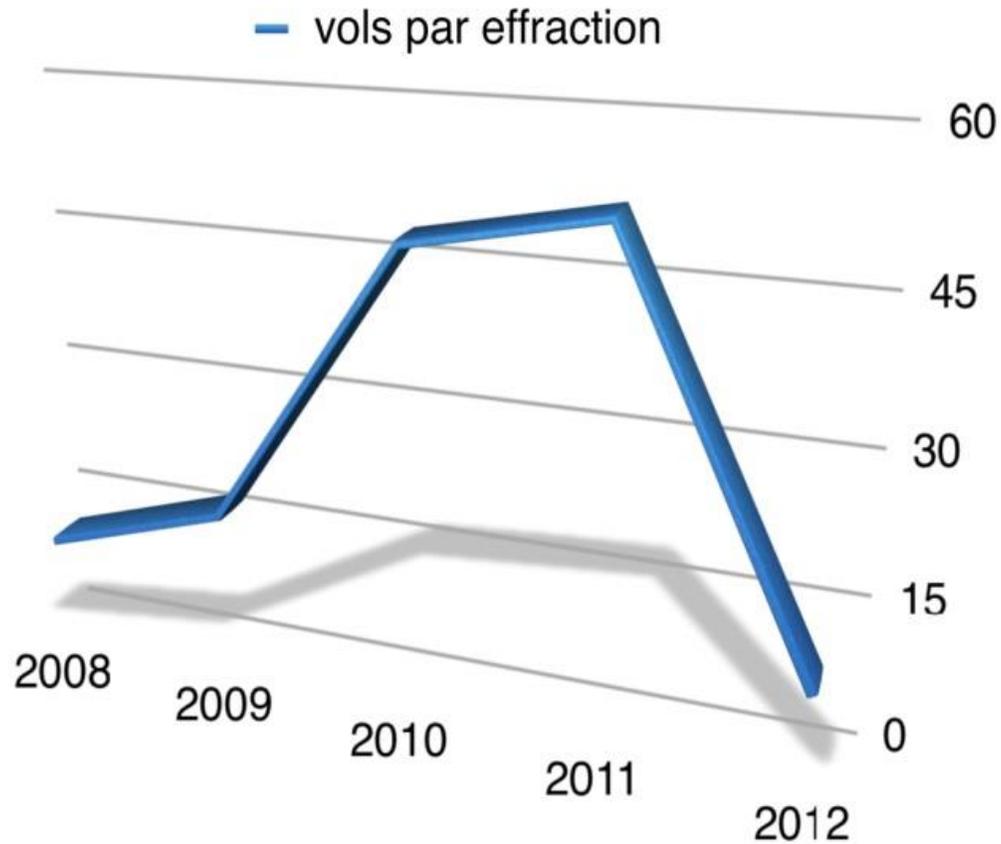


La police municipale est interpellée de manière croissante pour des faits de petite délinquance, en l'occurrence les dégradations, les tapages et nuisances, les rassemblements de jeunes et les problèmes de stationnement.

Les chiffres, bien qu'en augmentation, demeurent marginaux dans une grande majorité de cas, et les policiers municipaux qualifient la ville d'ifs de relativement calme.

# Quelques données statistiques « actualisées »

présentées lors du dernier compte-rendu de mandat de l'équipe municipale « Gauche Citoyenne » - Juin 2013



Source : Police Municipale – états annuels des faits constatés

# La connaissance statistique des faits de délinquance

Protection Judiciaire de la Jeunesse



Protection Judiciaire  
de la Jeunesse

- Ifs : environ 1% de l'activité départementale de la PJJ.
- Nombres de mesures stables depuis 2008.

# La connaissance statistique des faits de délinquance

## Bailleurs sociaux

- Pas de système de comptabilisation des incidents (sauf pour un bailleur).
- Ifs : cadre de vie agréable et recherché.
- Principaux problèmes rencontrés :
  - conflits de voisinage ;
  - rassemblements de jeunes ;
  - dégradations.

## Extrait du rapport:

Les conflits de voisinage et les incivilités constituent les principaux faits relevés par les bailleurs sociaux à Ifs. Au regard de leur présence sur l'ensemble de l'agglomération caennaise et même du département, ils considèrent Ifs comme un lieu où le cadre de vie est agréable et plutôt recherché par la population.

# La connaissance statistique des faits de délinquance

## Transports en commun



- 1<sup>er</sup> type d'incidents : les fraudes.
  - en augmentation depuis 2007 ;
  - 2,5% des fraudes sur l'ensemble du réseau.
- Autres types d'incidents :
  - incivilités (diminution depuis 2007) ;
  - dégradations (augmentation depuis 2007) ;
  - incidents et vandalisme ;
  - altercations avec les agents.

 Petite délinquance et incivilités.

## Extrait du rapport:



Les faits constatés sur les lignes du réseau urbain Twisto demeurent relativement marginaux en quantité et tendent même à diminuer sur les quatre dernières années. Ils relèvent davantage des incivilités et de dégradations que de la délinquance contre les personnes.

# La perception des faits de délinquance

## Enquête auprès des acteurs de proximité

La ville d'Ifs s'est chargée de diffuser le questionnaire à ses différents services (sport, enfance, entretien espace public, etc.). Le FFSU s'est de son côté adressé à une cinquantaine d'institutions, organismes ou organisations répartis parmi 11 groupes thématiques : scolaire, action sociale (CAF, Conseil général), prévention spécialisée (APAP, AYLIF), entretien de l'espace public (DDTM), santé/urgence (pompiers, médecins, infirmières), transport (Keolis), bailleurs, sport (toutes les associations sportives ifoises), caritatif (Restos du Cœur, Ifs Entr'aide, etc.).

# La perception des faits de délinquance

Enquête auprès des acteurs de proximité

- problème d'insécurité relativisé ;
- multiplicité des facteurs qui alimentent le sentiment d'insécurité ;
- moyens mis en œuvre localement satisfaisants /

# La perception des faits de délinquance

Enquête auprès des habitants – panel tiré au sort

- Qualité de vie à lfs soulignée.
- Trois thématiques majeures qui préoccupent :
  - insécurité routière ;
  - cambriolages ;
  - rassemblements de jeunes.

# Bilan

- Qualité et cadre de vie à lfs soulignés.
- Problématique de tranquillité publique : petite délinquance, incivilités.
- Trois axes majeurs d'intervention :
  - insécurité routière ;
  - cambriolages ;
  - violences, notamment des jeunes.
- Absence de visibilité sur les violences infra-familiales et les conduites addictives.

## Bilan

- Développer une stratégie territoriale de sécurité et de prévention de la délinquance.
- Organiser le recueil de données.
- Développer une interconnaissance institutionnelle.
- Organiser la réflexion sur la thématique de la sécurité routière.

## Bilan

- Organiser la réflexion sur la thématique des violences.
- Imaginer un dispositif de participation citoyenne.
- Organiser un véritable service public des victimes.
- Inscrire le partenariat dans un cadre plus large.

# Actions engagées

en place en 2011

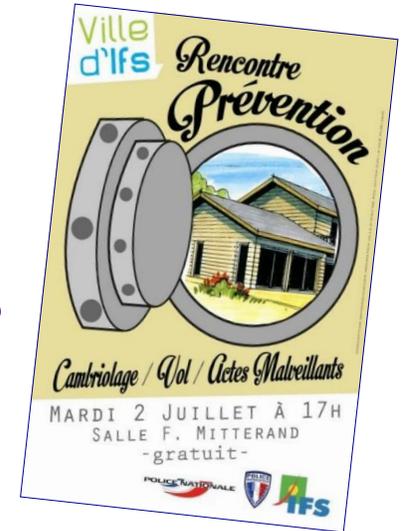
- Projet éducatif local : responsabilisation des jeunes.
- Médiation au collège L.Senghor.
- Médiation dans les transports en commun.
- Actions CUCS, volet citoyenneté et prévention.
- Actions de prévention en matière de sécurité routière.
- Opération tranquillité vacances.

# Actions engagées

développées depuis 2008

- Agents de sécurité aux abords des écoles
- Présence de la Police Municipale aux entrées et sorties des écoles, du collège Senghor et aux fermetures des commerces
- « Horaires aléatoires » des agents de sécurité publique
- Collaborations entre Polices : PN/PM, PM du Sud de Caen

- Réunions d'information sur la prévention contre les cambriolages
- Aménagements de voiries (*stationnement alterné, ralentisseurs, bandes podotactiles, signalisation horizontale + verticale, mobilier urbain, zones 30 et 20...*)
- « Radars pédagogiques »



# Les dispositifs de vidéosurveillance déjà existants

- L'ensemble des bâtiments municipaux sont équipés de systèmes de vidéosurveillance à distance
- Banques, commerces (*qui couvrent des espaces publics*)
- réseau du Tram (stations + rames)  
caméras sur chacune des 24 rames du tram et 80% des 185 bus du réseau



Place au débat

# Des éclairages complémentaires:



Efficacité



Coûts

# La surveillance vidéo, une mesure efficace ?

Peu d'études scientifiques disponibles.

Rapport de la Cour des Comptes en **juillet 2011** :  
regret de l'absence d'étude d'impact, menée  
scientifiquement



**Nice**, 2<sup>ème</sup> ville surveillée de France

depuis 2001 = aucune évaluation de l'efficacité réalisée.

**Lyon** : évaluation en comparant 57 zones surveillées(*a*) et non surveillées(*b*). Baisse de la délinquance de **23,5%** en zones *a* et de **21,9%** en zones *b*.

**Boulogne-Billancourt** : la Chambre régionale des comptes estime que « *la vidéosurveillance n'a pas permis de faire baisser la délinquance* ».

**Amiens** ( 48 caméras), l'audit 2012 souligne la « *difficulté de mesurer l'impact de la vidéosurveillance* ».

Pas d'impact dissuasif sur les vols ; selon le Préfet, 20 affaires résolues en 18 mois, dont l'auteur de tags, des flagrants délits de dégradations.

## Rouen : rapport d'évaluation en 2012

*« Les évolutions observées ne peuvent pas être attribuées d'une quelconque manière que ce soit à la vidéosurveillance. Les résultats ne sont statistiquement pas significatifs : la police n'a jamais informé les élus d'un impact très net de la résolution d'affaires grâce aux caméras. »*

Etude en 2005 dans la revue du **Ministère de l'Intérieur britannique** *Home Office Research Study*.

Conclusion sans appel : « *À partir des données présentées dans ce rapport, la vidéosurveillance ne peut pas être considérée comme un succès* »

Rapport de l'Inspection générale de l'Administration (IGA), l'Inspection générale de la police nationale (IGPN) et l'Inspection Technique de la gendarmerie nationale (ITGN) remis en Août 2009

Sa mission : mettre à disposition des collectivités locales gestionnaires de l'espace public des **arguments propres à soutenir leur adhésion**

But : préparer un plan d'action visant à tripler le nombre de caméras sur la voie publique

« Dans la zone de police dans son ensemble, le taux d'élucidation s'est plus amélioré dans les 256 villes non équipées (où il est d'ailleurs demeuré plus élevé) que dans les 146 qui le sont.(...)

Il apparaît que, malgré un usage désormais plus répandu, la proportion des faits de délinquance élucidés grâce à la vidéosurveillance de la voie publique est relativement faible.

Dans les quinze CSP qui ont pu fournir des éléments pour l'année 2008, le rapport d'enquête en comptabilise 749, soit **environ 3 %** de l'ensemble des faits élucidés. »

Etude récente par un sociologue en **Languedoc Roussillon** :

*« en nous concentrant sur la délinquance dite « de voie publique », constituée essentiellement par les vols, les cambriolages et les dégradations (...), le résultat n'est pas concluant : l'installation de la vidéoprotection n'a pas eu d'impact significatif sur la délinquance de voie publique constatée par les forces de l'ordre ».*

[étude de terrain, à la demande de la municipalité, **dans une commune de près de 19 000 habitants**, qui dispose d'un dispositif de VP particulièrement opérationnel dont 21 caméras.]

L'Institut National des Hautes Etudes sur la Sécurité et la Justice finit par reconnaître dans son rapport que l'essentiel est peut-être ailleurs : « *Si les effets de la vidéoprotection ne sont pas toujours mesurables en termes de baisse de la délinquance, le sentiment d'insécurité est toujours favorablement impacté* »

(La vidéoprotection. Conditions d'efficacité et critères d'évaluation, Paris, INHESJ, 2008, p. 16.)

*« dans la réalité, la vidéoprotection est surtout utilisée par les municipalités pour faire de la « gestion urbaine de proximité » .*

*À côté de l'enregistrement des images aux fins de consultation éventuelle par les services de police et de gendarmerie, c'est donc comme telle que la vidéoprotection doit être évaluée et que l'investissement budgétaire d'une commune peut être au final jugé par les élus et les habitants. »*

## Des systèmes coûteux



Entre **15 000 €** à **21 000€** (Amiens) et **36 000 €** (*estimation du rapport de la Cour des comptes*) par caméra en investissement.



+ Fonctionnement, maintenance...